

LE PROLETAIRE

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI - La revendication de la ligne politique de 1920 à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale ; contre la théorie du "troisième chemin" dans un seul pays ; et la contre-révolution d'atténuation ; la lutte des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Spécial

Prix : 3 FF

Immigration n° 375

POUR L'UNION COMBATTANTE



DES TRAVAILLEURS FRANÇAIS ET IMMIGRES !

SOLIDARITE PROLETARIENNE AVEC LES TRAVAILLEURS IMMIGRES ET SANS-PAPIERS !

Pendant tout l'été s'est développée une campagne contre les travailleurs immigrés d'une rare intensité, à laquelle ont participé des hommes politiques de tout bord, chacun tenant son rôle comme dans une pièce longuement répétée. A Chirac, qui annonce la chasse aux sans-papiers à Paris en septembre et se plaint des étrangers, source d'insécurité, à Marchelli qui veut renvoyer tous les travailleurs en France depuis moins de 10 ans, les politiciens de la majorité répliquent en critiquant les "excès", mais ajoutent aussitôt que c'est "un problème bien réel" et que les idées avancées par les premiers sont, au fond, intéressantes.

Et notre super-président daigne laisser échapper une petite phrase, reprise par tous les médias: "il faut renvoyer les travailleurs sans-papiers", il y va, paraît-il "de l'équilibre de la France".

Le 31 août le conseil des ministres révèle le dispositif de la chasse aux sans-papiers. Il porte principalement sur les renforcements des contrôles:

-MULTIPLICATION DES CONTROLES D'IDENTITE DES IMMIGRES. On en revient à "la chasse au faciès" de l'époque Peyrefitte.

-JUGEMENT DES PERSONNES SANS PAPIERS EN FLAGRANT DELIT ET EXPULSION IMMEDIATE. Cela permet d'éviter les procédures en appel.

-CREATION D'UNE CARTE SPECIALE POUR LES MAGHREBINS QUI VIENNENT EN FRANCE. C'est une mesure qui complète le renforcement continu des procédures pour entrer en France (certificat d'hébergement, billet aller-retour...).

-AUGMENTATION DES EFFECTIFS DE LA POLICE DES FRONTIERES.

-LIMITATIONS DES POSSIBILITES D'EMPLOI POUR LES TRAVAILLEURS SAISONNIERS. Les contrats de travail des saisonniers, qui constituent une véritable forme d'esclavage salarié et contre lesquels les travailleurs dans le midi ont mené des luttes importantes ces dernières années, sont limités à 6 mois et à un seul contrat par an. Ces mesures, qui touchent plus de 110 000 travailleurs, montrent que c'est en fait au-delà des sans-papiers TOUTE L'IMMIGRATION QUI, A TERME, EST VISEE.

Les porte-parole du gouvernement ont indiqué que DES POURPARLERS ETAIENT EN COURS avec les pays d'origine à ce sujet.

Mauroy a déjà parlé d'un retour important des immigrés avec Chadli et ce sera là un sujet important des discussions lors de la visite officielle que doit faire en France le président algérien, en novembre.

Le problème est que les économies des pays du Maghreb seraient bien incapables de supporter un afflux de travailleurs et le gouvernement français est trop soucieux de ses intérêts impérialistes pour envisager de gaieté de coeur des troubles sociaux au Maghreb.

Mais le plus important est sans doute le nouveau climat d'hostilité qui accompagne ces mesures. Les moyens d'information ont relaté avec force détails l'arrestation, menottes aux poings, de travailleurs turcs sans-papiers et leur condamnation à l'expulsion. Les journaux sont pleins de reportages sur la chasse aux clandestins. Faut-il s'étonner après cela que lors d'une élection une liste raciste recueille plus de 17 % des suffrages?

Faut-il considérer comme fous ceux qui cet été canardaient les arabes? Le poison du racisme, c'est le gouvernement lui-même qui le distille par sa politique anti-immigrés. L'incitation aux crimes racistes c'est le gouvernement qui la fournit en justifiant les prétendues "bavures" policières, en renforçant l'état d'exception contre les travailleurs étrangers, en jetant en prison des milliers de sans-papiers: aujourd'hui 10 % DES OCCUPANTS DES PRISONS FRANÇAISES SONT DES TRAVAILLEURS SANS-PAPIERS, selon les chiffres officiels.

Ces dispositifs de guerre anti-ouvrière le gouvernement voudrait les faire accepter en disant aux immigrés: la chasse aux sans-papiers est la condition pour qu'on puisse, par la suite, améliorer votre sort; et aux français: le départ des immigrés permettra de diminuer le chômage, de réduire l'insécurité.

La politique de la bourgeoisie est constante: diviser la classe ouvrière, trouver des bouc-émissaires et paralyser ainsi la nécessaire riposte prolétarienne à l'offensive capitaliste.

Politique aujourd'hui d'autant plus nécessaire que les difficultés économiques imposent de nouvelles attaques contre les travailleurs. Austérité, productivité, restructurations sont les maîtres-mots des bourgeois qui se traduisent baisse des salaires réels, surexploitation et licenciements.

Les travailleurs immigrés, évidemment moins sensibles aux discours exaltant les sacrifices dans l'intérêt de la France, sont d'autant plus dans le collimateur qu'ils ont montré ces derniers mois, notamment lors des grèves de l'automobile, qu'ils savaient se mettre à l'avant-garde des luttes. Or l'automobile sera un des secteurs chauds dans les mois qui viennent...

Plus que jamais ce sont les nécessités même de la lutte ouvrière qui démontrent et démontreront aux travailleurs français l'importance de la solidarité avec la fraction immigrée du prolétariat. Laisser sans réagir la bourgeoisie frapper une partie du prolétariat, ce n'est pas éviter les coups, c'est au contraire se mettre dans la pire des positions pour riposter à une attaque qui atteint, à des degrés divers, toute la classe.

Commencer dès maintenant à organiser concrètement la solidarité là où c'est possible, combattre la montée du racisme dans les rangs ouvriers, c'est faire les premiers pas dans la constitution du front prolétarien unissant toutes les énergies, par delà les divisions de race, de nationalité, de sexe ou de catégorie, dans la lutte anti-capitaliste. Dans cette voie les travailleurs ne pourront évidemment pas compter sur les directions syndicales qui, comme la CFDT le 1^{er} septembre estiment que la politique vis-à-vis de l'im

NOUVELLES ATTAQUES EN PREPARATION

CONTRE LES TRAVAILLEURS SANS-PAPIERS

Le 13 juillet J. Chirac, maire de Paris, annonce son intention de " LUTTER DES SEPTEMBRE CONTRE LA PROLIFERATION DES ETRANGERS EN SITUATION IRRÉGULIERE". Grâce aux pouvoirs de l'administration municipale il refusera l'inscription dans les crèches et les maternelles des enfants dont les parents sont en situation "pas régulière". Il refusera à ces travailleurs l'accès aux hôpitaux de l'Assistance Publique, aux services de l'aide sociale.

Ces décisions de Chirac, retransmises à grand fracas par les journaux et les radios reçoivent quelques jours plus tard le renfort de Bergeron, secrétaire de Force Ouvrière, puis quelques jours après du porte-parole du gouvernement : "ces propos traduisent un certain nombre de réalités", tout en ajoutant: "il ne s'agit pas de trouver des boucs-émissaires".

Mais c'est pourtant le gouvernement, en la personne du premier ministre, qui avait voulu trouver des boucs-émissaires lors des grèves de l'automobile: les travailleurs font grève parce qu'ils sont manipulés par des immigrés intégristes musulmans, d'après Mauroy !

Les déclarations de Chirac s'intègrent dans la politique de toute la bourgeoisie et du gouvernement. La campagne de régularisation en 1981 a été lancée par le gouvernement dans le but de désamorcer une situation explosive, de fermer les frontières et de parfaire le CONTROLE DE L'IMMIGRATION (vote de la loi "Bonnet-bis"). Les luttes des travailleurs (1) et les manoeuvres du pouvoir pour éviter une généralisation de ces luttes ont permis de donner des cartes à 130 000 travailleurs. Mais les estimations du nombre de sans-papiers allaient de 300 à 400 000 travailleurs !

Depuis, les mesures contre les sans-papiers n'ont cessé de se durcir. Les contrôles aux frontières ont entraîné le refoulement l'an dernier de 54 000 personnes, soit plus du double qu'auparavant. Un décret du 27/05/82 exige un certificat d'hébergement pour les étrangers rentrant en France. D'après le journal officiel "ce certificat doit être revêtu du visa du maire de la com-

mune de résidence après vérification de l'exactitude des mentions qui y figurent". Le maire peut refuser s'il estime que "l'étranger ne peut être hébergé dans des conditions normales" (sic). On remet en vigueur une ordonnance du 2/02 45 qui punit l'aide "au séjour irrégulier."

Le 18 juillet '83, Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat à la famille et aux immigrés décidait de nouvelles mesures pour: "LE RENFORCEMENT DES CONDITIONS D'ENTREE ET DE SEJOUR DES TRAVAILLEURS IMMIGRES". Comme cela ne suffit pas en août elle organisait un comité interministériel sur l'immigration où de nouvelles mesures sont prises, elles seront annoncées en septembre.

La chasse aux sans-papiers n'attend pas, elle. Le 23 juin par exemple 15 travailleurs immigrés en grève de la faim pour obtenir leurs papiers ont été arrêtés à Lille. Pratique courante puis que Georgina Dufoix dit fièrement (15/7) qu'il y a dans les prisons 3 000 à 4000 TRAVAILLEURS dont le seul crime est de ne pas avoir de papiers en règle: 10 % du nombre total de détenus ! Ils passent en moyenne 1 à 3 MOIS DE PRISON avant d'être expulsés.

A tel point que Badinter, le ministre de la Justice (et célèbre humaniste) faisait voter le 27 juin lors de l'abrogation de la loi "Sécurité et Liberté" un article 471 permettant l'expulsion immédiate après procédure de "flagrant délit" ceci pour "désengorger les prisons"... et éviter une procédure en appel.

Comme nous le montrons dans un autre article cette attaque contre les sans-papiers fait partie d'une offensive contre tous les travailleurs, elle vise en fait toute l'immigration.

Le 13 juillet Chirac s'en prenait à tous les étrangers. Il demandait à la police de RENFORCER LES CONTROLES DANS LES FOYERS DE TRAVAILLEURS IMMIGRES, "SURPEUPLES ET SOURCE D'INSECURITE". Il proposait, avec, paraît-il, l'accord de l'ambassadeur de Tunisie, de regrouper les travailleurs étrangers dans des quartiers réservés par nationalités: il donnait l'exemple de Nice où le maire

NOUVELLES ATTAQUES EN PRÉPARATION CONTRE LES TRAVAILLEURS SANS-PAPIERS.

grand admirateur de l'Afrique du Sud et de l'apartheid, concentre les immigrés dans une cité de transit. Le 17 août, le président de la C.G.C (syndicat des cadres) demande qu'on renvoie UNE PARTIE DES TRAVAILLEURS IMMIGRES EN SITUATION REGULIERE.

La situation économique est difficile, des luttes ouvrières sont à prévoir. La bourgeoisie se prépare aux affrontements futurs en accentuant sa pression sur les travailleurs immigrés. Par différents canaux et par différentes bouches elle crée un climat de haine raciste et xénophobe. Elle renforce son appareil de lois et de règlements. Elle sait (comme le rappelait G. Dufoix lors d'un "déjeuner-débat au cercle républicain" en juin) qu'elle ne peut renvoyer les immigrés, parce que ce serait désorganiser des pans entiers de l'industrie française. Cela risquerait en outre de déstabiliser les Etats du Maghreb (avec qui elle a passé des accords pour la "régulation du flux migratoire"). Il s'agit de diviser la classe ouvrière en dressant les français contre les étrangers qu'on accuse de créer le chômage et d'être responsables de la criminalité: lorsque les travailleurs se battent entre eux, ils ne songent pas à se battre contre le patron.

D'autre part les travailleurs immigrés sont moins intéressés dans tout l'appareil politique et matériel de contrôle social. L'oppression capita-

liste doit donc se manifester sans fard pour discipliner des catégories peu sensibles à la propagande de la gauche.

Il n'est pas trop tôt pour se préparer à répondre, y compris ponctuellement aux coups de la bourgeoisie. Ce n'est qu'ainsi que pourra commencer à se construire la force capable de résister à l'exploitation et à l'oppression.

En novembre 82 des travailleurs africains regroupés autour de l'ASTI XV° à Paris ont pu déclencher une lutte et OBTENIR LA REGULARISATION DE TOUS.

Si la situation est aujourd'hui difficile, le gouvernement de gauche ayant réussi avec l'aide des organisations réformistes et opportunistes à asphyxier les pôles de lutte, les grands mouvements de lutte comme ceux des usines Citroën et Talbot ou ceux plus anciens des sans-papiers en 81 montrent qu'il est possible de résister et de vaincre!

- REGULARISATION DES SANS-PAPIERS !
- NON AUX MESURES CONTRE LE REGROUPEMENT DES FAMILLES ! NON AUX REFOULEMENTS ET AUX EXPULSIONS !
- NON AU CONTROLE DE L'IMMIGRATION !
- VIVE L'UNITE DES TRAVAILLEURS FRANÇAIS ET IMMIGRES !

1) Voir dans le Prolétaire de l'époque, les articles sur les luttes des sans-papiers à Paris, à Lille et dans le midi.

Suite de l'éditorial.

migrations "va dans le bon sens", ni avec les organisations qui subordonnent toute réaction à l'accord préalable des syndicats et partis de gauche et pas davantage avec les démocrates ou les humanistes qui vampirisent toute lutte au nom de la paix sociale ou de la charité chrétienne.

Renouer avec les méthodes et les objectifs de classe peut sembler aujourd'hui difficile et de longue haleine, mais c'est la seule qui permette d'unifier les rangs ouvriers.

- NON AUX EXPULSIONS ET AUX REFOULEMENTS! ARRET DES EMPRISONNEMENTS !
- REGULARISATION DE TOUS LES SANS-PAPIERS ! ABROGATION DU STATUT DE SAISONNIER !
- EGALITE DES DROITS POUR LES TRAVAILLEURS IMMIGRES !
- NON AU CONTROLE DE L'IMMIGRATION !
- FRANCAIS, IMMIGRES, UNE SEULE CLASSE OUVRIERE !

Halte aux crimes racistes !

Depuis le début de l'été les crimes racistes ont fait plus d'une quinzaine de victimes, le plus souvent parmi les jeunes dits de la "2^e génération". Pour la police et les journaux, il ne s'agit à chaque fois que de faits divers à mettre sur le compte de la chaleur, du bruit, ou de "coups de folie".

Mais la campagne permanente contre les immigrés menée par les grands organes de presse et relayée par les politiciens est la vraie responsable de cette vague de crimes. Accusés d'être responsables de la criminalité, des grèves, du chômage, maintenus dans un état d'infériorité sociale et soumis à un véritable REGIME D'EXCEPTION, les immigrés deviennent des cibles désignées aux racistes de toute espèce. Il est d'ailleurs significatif que l'on retrouve tant de policiers parmi les auteurs de ces crimes. L'oppression et la répression policière est une VIOLENCE DE CLASSE et à ce titre elle s'applique d'abord contre la classe ouvrière et notamment contre sa fraction immigrée.

GAUCHE ET DROITE UNIES CONTRE LES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS,

Dans ce climat anti-immigrés, la droite avec ses le Pen, Chirac et autres Marchelli fait le plus de bruit. Mais le premier rôle est tenu par la gauche maintenant au pouvoir. Elle fait bien mine de critiquer les "excès" de l'opposition elle a même cherché un temps à se poser en amie des travailleurs étrangers. Deferre au début de l'été 81 disait que la police ne devait plus se livrer à des actes racistes. Mais maintenant le même Deferre couvre systématiquement toutes les "bavures" de ses flics et se vante d'avoir refoulé plus d'étrangers que n'importe quel ministre de l'intérieur avant lui. Sa devise, qui est celle de toute la gauche, il l'avait placardée sur les murs de Marseille lors de la campagne municipale: "LA DROITE C'EST L'IMMIGRATION SAUVAGE, LA GAUCHE C'EST L'IMMIGRATION CONTROLEE"

QUELLE RIPOSTE CONTRE LES CRIMES RACISTES ?

Après chaque forfait raciste on voit se mobiliser une foule d'organisations,

d'animateurs sociaux, de prêtres et de démocrates pour étouffer et canaliser toutes les expressions de révolte. Leur but: éviter la confluence des initiatives spontanées des jeunes et des habitants des quartiers. Leur méthode: promouvoir le "dialogue" avec les autorités qu'elles soient politiques ou policières dévoyer toutes les énergies dans le marécage du juridisme ou du "mouvement associatif".

A Marseille, dans le quartier immigré de Bassens le dialogue avec les flics et les patrons de la Zone Industrielle voisine a abouti à la création de 6 emplois pour des jeunes du quartier, payés pour maintenir le calme et encadrer leurs camarades. Les grands bénéficiaires de cet arrangement sont les industriels dont les camions étaient auparavant attaqués à coups de pierres, voire pillés. Quant aux jeunes, leur situation n'a pas changé: chômage et misère sont la règle.

A Lyon, aux Minguettes, il n'a pas suffi de fourvoyer quelques jeunes dans une grève de la faim, il a fallu leur envoyer le député, l'archevêque, l'ambassadeur d'Algérie, le représentant de la Ligue Arabe, puis les promener dans différents ministères avant de leur faire rencontrer un proche de Mauroy qui leur a promis monts et merveilles.

Suite page 9



Nasser M'RAIDI, abattu par un flic le 14 février 1983

LES VICTIMES DU RACISME=

Le 17 juin, MOUSSA, 19 ans, est abattu de sang froid et à bout portant au Radar-géant de Livry-Gargan par un surveillant, en présence de la police.

Le 20 juin, TOUMI DJAIDJA est gravement blessé aux Minuettes par un flic, sans doute ivre, qui lâchait son chien sur des gamins.

Le 20 juin, à St Brieuc, un patron de café tire sur des consommateurs tunisiens.

A Bourgneuf (Creuse) un gendarme et ses 2 amis décident d'aller punir des travailleurs turcs qui auraient voulu flirter avec des françaises. Heureusement les coups de feu ne feront pas de victimes.

Le 29 juin, à Meudon-la-Forêt, KEMAL, 17 ans, est gravement blessé à coups de faucille par 3 individus qui voulaient punir les arabes.

Le 27 juin, à Argenteuil, ABDELNABIL, 15 ans, est gravement blessé à coups de carabine.

Le 9 juillet, à la Courneuve, TOUFIK, 10 ans, est tué par un coup de carabine d'un flic de la RATP.

Le 11 juillet, ROMEO ZAMERO, martiniquais, est tué par un automobiliste.

Le 12 juillet, KADI LAYACHI est blessé gravement à Tourcoing par un policier (hors service).

Le 14 juillet, à Brignoles une bagarre éclate entre des Maghrébins et les gendarmes.

Le 17 juillet, à Noisy-le-Sec, ABDEL a le poumon perforé à coups d'épée par des racistes.

Le 20 juillet, à Grenoble, AHMED, est tué à coup de revolver.

Le 28 juillet, SALA, 9 ans, est blessé par un coup de carabine dans une cité HLM à St Denis.

Le 27 juillet, MAMADOU BOIRD, guinéen, est tué par un voisin ancien légionnaire.

CONTRE LE MEURTRE DE M'RAIDI.



Nous sommes tous du gibier à flic !

La signification du racisme anti-immigré et les tâches des révolutionnaires.

Depuis que la gauche est au pouvoir la situation des travailleurs immigrés n'a fait qu'empirer. Cela s'est traduit par une intensification des mesures gouvernementales de répression dont l'action de plus en plus systématique vise à imposer une véritable situation D'ETAT D'EXCEPTION contre les travailleurs immigrés.

Cela s'est également traduit par un déferlement de déclarations et de campagnes de presse raciste ce qui est tout à fait normal du moment que le gouvernement de gauche a donné LE PREMIER DANS LES FAITS le feu vert en prenant l'initiative de renforcer l'oppression administrative, judiciaire et policière, c'est-à-dire une véritable politique de TERREUR quotidienne.

La traduction pratique de cette campagne raciste orchestrée par la gauche avec en complément le soutien de la droite et de l'extrême-droite a été le déchainement de crimes racistes.

En réalité cette campagne raciste n'est qu'un des aspects de l'offensive anti-ouvrière que mènent le capitalisme impérialiste français et toutes les forces (de gauche et de droite) qui sont à son service.

En effet pour défendre les intérêts et les privilèges capitalistes l'Etat français n'a d'autres choix que de s'attaquer aux conditions de vie et de travail de l'ensemble des travailleurs. Mais pour avancer efficacement sur cette voie, et de sa part c'est de bonne guerre, le capitalisme français cherche à frapper, au départ, sélectivement les travailleurs afin de préparer des offensives de plus grande envergure. Il cherche pour préserver les intérêts de sa domination à diviser les travailleurs pour mieux les attaquer. C'est dans cette stratégie générale que prend place LA POLITIQUE RACISTE ANTI-IMMIGREE.

Cela est d'autant plus clair que les travailleurs immigrés occupent une place importante dans les secteurs qui connaissent de sérieuses difficultés comme l'automobile et le bâtiment. De plus ils ont fait preuve d'une grande combativité obligeant par là les directions syndicales opportunistes à jouer le grand jeu pour désamorcer le mouvement de lutte.

Il est donc clair que le racisme, qui se développe aujourd'hui n'est pas une réaction spontanée de certaines couches populaires, comme nous l'avons montré dans d'autres articles de ce numéro. Ces réactions sont au contraire la CONSEQUENCE d'une véritable politique raciste qui s'inscrit dans une stratégie capitaliste antiprolétarienne. La politique raciste vise en DEFINITIVE les détachements les plus combattifs car parmi les plus exploités de la classe ouvrière; elle a pour objectif de museler alors même que le gouvernement, comme tout le monde le sait, est en train de préparer de véritables plans de licenciements massifs. Ainsi plus le pouvoir pourra, au moyen notamment du racisme, atténuer les mouvements de résistance à sa politique d'austérité et de rigueur, plus il pourra préparer des attaques supplémentaires frappant des couches de travailleurs chaque fois plus larges.

Il importe de démasquer la véritable signification de cette campagne raciste en montrant sa dimension antiprolétarienne. Cela signifie que la dénonciation du racisme ne peut pas se faire sur la base de l'humanisme bêlant et sentimental mais bien de LA LUTTE DE CLASSES ACTIVE ET INDEPENDANTE DE TOUTE INFLUENCE BOURGEOISE ET OPPORTUNISTE.

Cependant la lutte contre le racisme ne peut pas se résumer à un travail d'agitation, certes nécessaire, (car l'Etat bourgeois pour frapper les travailleurs a besoin de chercher à les désorienter et à les piéger), mais insuffisant à lui seul. Ce travail d'agitation doit être relié à un véritable travail d'organisation et d'intervention active qui doit se situer à plusieurs niveaux et doit chercher à faire converger ces différents niveaux dans une lutte unique.

Il ne suffit pas de préconiser en paroles l'union de tous les travailleurs il faut chercher A LA REALISER PRATIQUEMENT; ce qui signifie partir de la situation réelle de division pour la dépasser

C'est pourquoi il importe que l'intervention des révolutionnaires cherche à consolider, dans la lutte et par un travail continu d'organisation: l'union entre les travailleurs immigrés sans-papiers et ceux qui ont une situation ad-

Suite de l'article HALTE AUX CRIMES RACISTES !

Que valent les promesses de Mauroy? Le 19 juin TOUMI DJAIDJA, président de l'association "SOS Minguettes" créé pour assurer le dialogue était gravement blessé par un flic. Quelques jours plus tard il était inculpé sur son lit d'hôpital pour une affaire remontant à plusieurs mois.

Devant "le regain de tension" les autorités ont décidé de surseoir à la démolition de 4 tours, qui avaient été murées pour ne pas avoir à y installer des familles immigrées... Mais les pompiers sociaux ne désarment pas, Mitterrand en personne s'est risqué courageusement dans le quartier (mais par surprise!). On lance la perspective pour la rentrée d'une "marche pour une nation solidaire"...

* * *

Ces exemples témoignent de la crainte de la bourgeoisie devant le caractère explosif de la situation dans les banlieues. C'est le spectre de Brixton qui se dresse devant elle à chaque réaction de colère dans les quartiers et qui la pousse à échafauder chaque année de nouveaux "plans anti-été chaud", à renforcer d'un côté l'oppression policière et à tenter de l'autre de faire renaître toutes les illusions réformistes et pacifistes.

L'aggravation des tensions sociales est la conséquence inévitable de la cri-

se économique où se débat le capitalisme. L'ordre bourgeois y répond non seulement en se BLINDANT (toujours plus de policiers!), en augmentant la répression contre les catégories sociales les plus susceptibles de mobilisations immédiates, mais aussi en se préparant à détourner la violence issue des rapports sociaux en affrontements inter-communautaires et en explosions racistes.

Face à cela la riposte prolétarienne ne peut s'esquisser que sur la base de L'AUTO-ORGANISATION et de L'AUTO-DEFENSE. Ce n'est qu'ainsi que pourront se constituer des rapports de force capables de faire reculer les racistes en civil ou en uniforme. Les exemples d'auto-organisation que l'on rencontre dans les quartiers, de Marseille à la Courneuve, sont des puissants encouragements à oeuvrer dans ce sens. Mais ils montrent aussi leurs limites qui tiennent à leur SPONTANÉITE et à leur CARACTERE EPHEMERE. Lorsque ces noyaux organisatifs essayent de travailler à plus long terme (comme par exemple "ZAAMA" à Lyon) ils finissent encore par succomber sous la pression des démocrates après s'être embourbés dans le marais du juridisme. La saine réaction des jeunes contre les magouilles politiciennes les conduit trop souvent à un apolitisme anarchisant qui les laisse totalement désarmés devant les manoeuvres des faux amis de toute espèce.

Il revient aux militants communistes de convaincre les jeunes révoltés du besoin de la politique révolutionnaire. Ils n'y arriveront qu'en travaillant, sans ultimatum ni sans fixer de perspectives trop ambitieuses, à favoriser toutes les tentatives pour rendre PLUS PERMANENTES, PLUS COORDONNEES toutes les poussées de résistance et en tirant les leçons des échecs passés.

- FLICS HORS DES BANLIEUES ! A BAS LA JUSTICE DE CLASSE !

- MOBILISONS-NOUS POUR LES VICTIMES DE LA REPRESSION ! CONTRE LES CRIMES RACISTES, AUTO-DEFENSE PROLETARIENNE DES QUARTIERS OUVRIERS !

- NON AU PIEGE DU REFORMISME, DU PACIFISME ET DU DIALOGUE !

- POUR L'ORGANISATION INDEPENDANTE DES JEUNES ET DES HABITANTS DES QUARTIERS !

LA SIGNIFICATION DU RACISME

ANTI-IMMIGRÉ.

ministrative régulière, l'union entre tous les travailleurs immigrés au-delà des différences de nationalité, et l'union entre les travailleurs immigrés et les travailleurs français

Redisons-le, la base de cette union ne saurait être la seule affirmation de l'appartenance de tous les travailleurs français et immigrés, à une seule même classe. Une telle prise de conscience suppose au contraire obligatoirement une lutte réelle, dans les quartiers, usines, qui seule pourra cimenter ACTIVEMENT et PRATIQUEMENT l'union combattante contre l'ennemi commun: l'exploitation capitaliste et son Etat.

Gauche et droite unies contre les travailleurs immigrés

La gauche a suivi, dans le domaine de l'immigration comme dans les autres (la répression des luttes et des militants politiques, la politique salariale, la politique étrangère impérialiste et militariste), la même logique: des promesses démagogiques quand elle était dans l'opposition, un libéralisme de façade pendant "l'état de grâce" des premiers mois de pouvoir, la trique et la répression ouverte ensuite. Ainsi la gauche apparaît comme l'héritière zélée de la politique capitaliste de l'Etat français.

En réalité la gauche et la droite se sont toujours PARTAGE LE TRAVAIL pour contrôler et domestiquer l'immigration.

SOUS LE GOUVERNEMENT DE DROITE le PCF déposait régulièrement des projets de loi pour limiter plus efficacement l'immigration et accusait la droite de laxisme, dans la logique chauvine de son refrain: produire et consommer français. Les immigrés n'étaient bons qu'à cela et devaient rester chez eux ou y retourner s'ils n'avaient pas leur place dans l'économie française.

Le PS reprenait les mêmes thèmes sur l'intérêt national et le contrôle de l'immigration mais en les enrobant de promesses creuses, comme l'égalité sociale, économique, politique pour les immigrés. En réalité l'égalité politique était réduite au droit de vote dans les élections municipales, dont il n'est plus question, alors que ce droit n'a rien de révolutionnaire et est introduit même par des gouvernements ouvertement bourgeois dans les pays scandinaves.

Ni le PS ni le PCF ne se sont opposés à l'arrêt de l'immigration décrété dès juillet '74. Et dans les municipalités qu'ils détenaient avant '81 ils montraient déjà leur vrai visage: théorie du seuil de tolérance, discrimination dans l'attribution des HLM, sabotage de la grève des foyers SONACOTRA, utilisation même de bulldozer contre des foyers d'immigrés comme à Vitry, campagnes de délation menées contre des familles maghrébines accusées de faire du trafic de drogue. Sur tous ces traits, c'est le PC qui est monté en première ligne entre '74 et '81, favorisant des réactions chauvines et xénophobes même parmi des ouvriers français. Le PS essayait, lui,

de se confectionner une image plus accueillante pour faire oublier le passé colonial des Mitterrand et autres Defferre.

APRES MAI '81, l'offensive anti-immigrée s'est déroulée en plusieurs temps.

D'abord les mesures d'égalité promises aux immigrés ont été mises au rencart. Les frontières se sont fermées davantage encore (ce qui n'a jamais empêché l'immigration clandestine, mais met les sans-papiers à la merci d'une expulsion immédiate). Même à l'égard des réfugiés politiques, l'attitude a été de plus en plus restrictive.

Puis le gouvernement a lancé sa campagne de régularisation qui visait en réalité (des responsables comme Defferre et Max Gallo l'ont affirmé publiquement) à mieux connaître la population immigrée pour procéder ensuite à des expulsions massives. En même temps était votée une loi sur l'immigration préparée par Defferre qui sur la plupart des points était encore PLUS REPRESSIVE QUE LES LOIS BARRE-BONNET-STOLERU (à l'époque critiquées par la gauche). Des associations comme l'ASTI, le GISTI, pourtant illusionnées par le PS, l'ont d'ailleurs souligné. Bien sûr, cette loi respecte la "tradition républicaine" et offre aux candidats à l'expulsion certains recours juridiques purement formels en général totalement inutiles.

Depuis plus d'un an, dans le silence et l'indifférence presque générale, les refoulements et les expulsions se multiplient. Le statut de réfugié politique n'est plus attribué qu'au compte-goutte.

LES DECLARATIONS OFFICIELLES FONT SYSTEMATIQUEMENT L'AMALGAME IMMIGRATION-DELINQUANCE-CHOMAGE-TERRORISME. Ainsi une VERITABLE CAMPAGNE RACISTE a été déclenchée lors des grèves dans l'automobile au début de l'année '83 alimentée par les déclarations de Mauroy et Auroux sur le fanatisme musulman. Le gouvernement a joué à fond la carte de la division entre ouvriers français et immigrés pour éviter l'extension de la grève.

Le racisme s'est ensuite déchaîné lors des campagnes des municipales aussi bien à gauche qu'à droite. Defferre s'est vanté ouvertement d'avoir expulsé

GAUCHE ET DROITE UNIES...

plus d'immigrés que les précédents ministres de l'intérieur: "la droite c'est l'immigration sauvage, la gauche c'est l'immigration contrôlée", telle est sa devise. On est loin du droit de vote pour les immigrés !

Il n'est pas étonnant, dans un tel climat, que les EXECUTIONS SOMMAIRES de jeunes immigrés se soient multipliées depuis un an.

Ce sont d'abord les auxiliaires zélés de la police qui s'en sont chargés, encouragés par l'assurance d'être couverts par leur ministre. En toute impunité, ils ont ouvert la chasse, bientôt suivis par des dizaines de citoyens ordinaires. La terrifiante série de cet été montre comment l'exemple des autorités a bien été suivi !

Toute cette odieuse campagne, à coup de déclarations, d'articles dans les journaux, de chiffres, de balles dans la peau a de plus aidé à faire passer le nouveau plan d'austérité. De plus cela vient à point pour casser la combativité des immigrés frappés plus que jamais par les licenciements par exemple dans le bâtiment et qui sont les premiers frappés dans les grands secteurs industriels comme l'automobile, la sidérurgie. Le responsable, l'ennemi à abattre, c'est l'autre, l'étranger, l'arabe !

A l'époque de la grève des foyers SONACOTRA nous étions pratiquement la seule organisation politique active dans le soutien, à mettre en garde les travailleurs immigrés contre la démagogie criminelle du PS (le PC, lui, s'étant démasqué très tôt dans cette grève).

Malheureusement cette grande grève de plusieurs dizaines de milliers de travailleurs immigrés dans toute la France, qui avait constitué un pôle important de lutte contre les lois Barre-Bonnet-Stoléro, n'a pas résisté à la répression, et aussi aux coups portés par le PS qui dans bien des municipalités a réussi à impulser des négociations foyer par foyer. L'organisation du Comité de Coordination étant brisée dès la fin '78, les réactions contre les mesures du gouvernement de droite, puis de gauche ont ensuite été plus isolées et localisées.

C'est le cas en particulier des luttes de sans-papiers en '81-82, qui ont pourtant obtenu beaucoup de régularisations et obligé le gouvernement à retarder les échéances.

La combativité des prolétaires immigrés s'est également exprimée lors des grèves de Renault en '82 et de Talbot-Citroën en '83.

Et aujourd'hui le sentiment de révolte et la volonté de lutte sont particulièrement vifs dans les quartiers parmi les jeunes immigrés de la 2^e génération. Des réactions collectives et des tentatives d'organisation répondent presque coup par coup à tous les attentats racistes.

Nous saluons ces réactions et nous efforçons de les aider partout où cela est possible. De même, nous invitons toutes les personnes intéressées à nous transmettre des renseignements concrets sur la situation dans les quartiers, dans les entreprises, sur les cas de répression et d'attentats, sur les réactions dans l'immigration et dans la classe ouvrière.

* * *

Loin de nous l'analyse grossière selon laquelle la gauche et la droite, c'est la même chose. Il s'agit plutôt de forces COMPLEMENTAIRES, au service d'une même cause, la défense du capitalisme, de l'intérêt national bourgeois et de l'impérialisme français. Dans le système démocratique elles sont nécessaires l'une à l'autre pour contrôler et enrôler derrière ces objectifs le plus large consensus social.

En peu de temps, depuis '81, la gauche s'est montrée sous son vrai visage malgré son discours mielleux: anti-ouvrier, anti-immigré, et impérialiste, sachant manier aussi bien la trique que la carotte. Il est vrai que la classe ouvrière est aujourd'hui désarmée devant cette situation et qu'elle ne réagit pas à la mesure des coups qui lui sont portés. D'ailleurs pour entretenir ce désarroi, la gauche utilise les discours hystériques et haineux ainsi que les actions de la droite et de l'extrême-droite pour apparaître comme un recours, un moindre mal malgré les désillusions qu'elle provoque parmi les travailleurs, et pour de la sorte les frapper plus facilement. Il est vrai aussi que les tendances à la division entre nationalités ont été accentuées par la politique de la gauche. Mais le calme n'est qu'apparent et les expressions de colère et de révolte ici et là préparent des tempêtes bien plus vastes et violentes qui finiront bien par secouer le navire français, qu'il soit barré par la gauche ou la droite !

GRAND-MAGHREB: derrière la propagande, les manœuvres des Etats bourgeois.

Depuis quelques mois, les bourgeoisies font miroiter aux yeux des travailleurs la perspective de l'unité des peuples du Maghreb. Mais les slogans du "grand Maghreb", du Maghreb des peuples", etc., ne peuvent cacher les sordides intérêts bourgeois.

L'initiative de ce remue-ménage revient à la bourgeoisie algérienne avec la rencontre Chadli-Hassan II le 26 février, suivie de la visite de Chadli en Tunisie du 18 au 20 mars.

Après la rencontre avec Hassan II, qui s'est déroulée près d'Oujda quelques semaines seulement après que la police marocaine y ait massacré des lycéens en grève, les dirigeants algériens ont affirmé qu'ils n'abandonnaient pas leurs positions "anti-impérialistes" et qu'ils continuaient par exemple à soutenir la lutte des populations saharouies. Mais en mars (selon des informations révélées par le quotidien espagnol "El País"), l'armée algérienne a intercepté une colonne du Front Polisario comprenant des véhicules et du matériel lourd. Devant le refus des guérilleros de retourner en Lybie avec ce matériel les soldats algériens ont ouvert le feu, provoquant la mort de plusieurs personnes. Bel acte d'anti-impérialisme !

C'est que pour la bourgeoisie algérienne, le conflit du Sahara est arrivé à un point où "il menace sérieusement la stabilité et la sécurité de la région" ; en clair: si à la suite d'une défaite, des troubles éclataient au Maroc, cela risquerait d'ébranler le régime bourgeois en Algérie même. Aussi faut-il FAIRE PRESSION SUR LE FRONT POLISARIO POUR L'AMENER A ACCEPTER UN COMPROMIS AVEC HASSAN II.

La réconciliation avec Rabat a aussi des causes économiques. Le gazoduc vers l'Espagne pourrait passer par le Maroc au lieu de franchir toute une partie de la Méditerranée, ce qui est très onéreux. D'après "Le Monde" (23/07/83) "les marocains pourraient être associés à l'exploitation du fer de Gara Djebilat dans le sud algérien, et à d'autres projets".

Pour faire face à ce rapprochement entre l'Algérie et le Maroc, le Front Polisario a cherché l'appui de la Lybie.

Mais la visite officielle de Khadafi au Maroc du 30 juin au 3 juillet a montré ce que valait la "solidarité" du colonel lybien. A l'issue de sa visite il déclarait: "IL N'Y A PLUS AUCUN CONTENTIEUX ENTRE LE MAROC ET LA LYBIE" et il se disait partisan du projet de référendum-bidon préparé par Hassan II pour enterrer la lutte du peuple saharoui. La reprise des relations entre les 2 pays s'est aussitôt traduite par la reprise des affaires lors de la réunion de la Commission mixte maroco-lybienne début août, le ministre marocain affirmait: "le Maroc partage entièrement avec la Lybie la volonté de coopération tous azimuts (...) il est disposé à soumettre une liste de projets et de produits susceptibles d'intéresser le marché lybien et ses hommes d'affaires, etc.". (1).

Au moment où les "hommes d'affaires" lybiens et marocains s'entendent pour participer "dans le cadre de sociétés mixtes aux financements de projets industriels et touristiques" (2), le Front Polisario publiait un communiqué pour dénoncer "l'utilisation pour la première fois d'hélicoptère de combat Gazelle et d'une partie des 300 blindés V.A.B livrés par la France au Maroc lors des combats de Lemsiyed" (3).

Mais pour les bourgeois, même lybiens les affaires passent avant la solidarité anti-impérialiste...

LE MAGHREB DES POLICES

Après la rencontre avec Hassan, Chadli s'est rendu en Tunisie et a signé le 19 mars un "TRAITE DE FRATERNITE ET DE CONCORDE". Officiellement, il s'agit de consolider la fraternité entre les 2 peuples. Mais l'article 4 du traité indique: "CHAQUE PARTIE S'ENGAGE A NE PAS TOLERER L'ACTIVITE DE TOUT GROUPEMENT QUI ATTENTERAIT A LA SECURITE OU A L'INTEGRITE DE L'AUTRE PARTIE OU TENTERAIT PAR LA VIOLENCE DE CHANGER SON REGIME".

On ne pouvait pas dire plus clairement que ce traité, comme toute cette perspective de grand Maghreb est avant tout dirigé contre les masses exploitées de la région et ne vise qu'à maintenir l'infâme ordre bourgeois !

GRAND-MAGHREB...

Et le 27 mai le Maroc et l'Algérie ont signé à Rabat un "procès verbal" sur la circulation des personnes, qui est l'équivalent de cet article 4. Le document, signé par les ministres de la police des 2 pays, porte notamment sur "la coopération dans le domaine de la sécurité nationale".

En même temps qu'elle se rapprochait de la Tunisie et du Maroc, l'Algérie s'éloignait de la Mauritanie. Selon le quotidien "Al Arab" (de Londres) les relations avec la Mauritanie ont connu "une tension sans précédent", "due au refus de la Mauritanie de céder une partie de son territoire à la frontière des 2 pays (...) et au refus du gouvernement algérien d'honorer ses promesses d'aide militaire". Selon le journal les algériens liaient cette aide à des conditions jugées par la Mauritanie comme une "immixtion dans ses affaires intérieures". L'Algérie exigeait des détails sur la coopération militaire avec la Lybie jugée comme "un danger pour la sécurité dans la région". Elle a adressé de plus une "mise en garde" à Nouakchott après l'ouverture d'un bureau d'une organisation politique pro-lybienne (4).

* * *

Le gouvernement algérien prétend que le grand Maghreb servira à tenir les impérialismes à distance de l'Afrique du Nord. Mais comment serait-ce possible quand le Maroc multiplie les manœuvres militaires avec la France et les U.S.A; alors qu'il ne peut continuer la guerre du Sahara qu'avec l'appui de Paris? Quand la France renouvelle ses accords militaires avec la Tunisie pour soutenir le régime en cas de troubles (comme lors des combats de Gafsa)? Quand l'Algérie elle-même multiplie les liens économiques avec la France?

Les travailleurs ne doivent pas se laisser tromper par la propagande bourgeoise. Ce "grand Maghreb" est avant tout une tentative d'alliance contre-révolutionnaire contre les prolétaires et les masses exploitées. La peur des bourgeois devant le risque de nouveaux Gafsa de nouveaux Casablanca ou de nouveaux Tizi-Ouzou leur fait oublier momentanément leurs rivalités. Les travailleurs du Maghreb qui eux n'ont pas d'intérêts opposés doivent en tirer la leçon: pour lutter contre la misère et l'exploitation ils doivent s'unir par delà les frontières et répondre à la collaboration internationale des bourgeoisies et

des policiers par l'organisation internationale des travailleurs.

- NON AUX MENSONGES HYPOCRITES DES BOURGEOIS SUR LE GRAND-MAGHREB !

- A BAS LA COLLABORATION INTERNATIONALE DES POLICES !

- SOLIDARITE AVEC LA LUTTE DES MASSES SAHAROUIES !

- POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER INTERNATIONAL !

- VIVE L'INTERNATIONALISME PROLETARIEN !

1) et 2) "Le Matin du Sahara" 5/08/83 : "la coopération économique Maroc-Lybie remise sur les rails".

3) Communiqué du 20/07/83.

4) Il est probable que la petite Mauritanie a fini par céder aux pressions de l'Algérie, puisque le président Ould Haldallah a exprimé le désir de signer le traité algéro-tunisien lors d'une visite officielle à Alger fin mai.

TUNISIE: les promesses de M'ZALI

Avec le remaniement de juin le gouvernement essaye de se donner un visage plus libéral. Le limogeage de Moalla, ministre des finances, fondateur de la Banque Internationale Arabe de la Tunisie, qui avait la confiance du FMI et de la Banque Mondiale, est présenté comme une victoire des libéraux et des partisans du dialogue avec les travailleurs.

Seuls des naïfs pourront croire à la fable d'un Mzali dirigeant le gouvernement depuis 3 ans contre ses convictions profondes. Si M'zali a pour l'instant reculé devant l'application du programme d'austérité renforcée projeté par Moalla selon les recommandations du FMI, c'est PAR CRAINTE DES TRAVAILLEURS ET DES MASSES: "je connais les tunisiens, (...) je ne tiens pas à voir se répéter chez nous les émeutes qu'ont connues le Caire et Casablanca" (interview à Afrique-Asie 13/08/83). Bourguiba aurait dit à M'zali lors du renvoi de Moalla: "je ne tiens pas à ce que tu mérites d'une situation pourrie et explosive (Jeune-Afrique 29/06/83). "J.A. Economie" confirme que règne dans les hautes sphères "la peur d'une réédition de la révolte sociale de janvier 78". Et ce ne sont pas les grè-

TUNISIE...

ves récentes, comme celle des minotiers à la mi-mai, la grève des ouvriers du textile ou la grève des instituteurs du 17 mai qui ont du rassurer nos bourgeois !

Aussi M'zali reparle-t-il "d'ouverture". Il dispose d'ailleurs de l'aide inappréciable des bonzes qui dirigent l'UGTT, Habib Achour en tête. Mais l'état difficile de l'économie (accroissement du déficit commercial, avec une chute de 14 % des exportations alors que les importations augmentent de 17,5 % selon les statistiques de l'I.N.S du 16/05/83; détérioration de la situation financière avec une aggravation du déficit des paiements courants, un endettement extérieur qui s'accroît plus vite que prévu) dément l'optimisme de façade des dirigeants. Et derrière la carotte, se tient le bâton: "il FAUT QUE L'OUVRIER SENTE QU'ON LE CONSIDERE COMME UN HOMME (.) IL NE DONNE LE MEILLEUR DE LUI-MEME QUE S'IL SE SENT A L'AISE". A ceux qui ne veulent pas donner le meilleur d'eux-mêmes ou qui ne se sentent pas à l'aise, il reste la prison.

C'est ainsi que le 23 juillet la Cour criminelle de Tunis a condamné 12 militants du Mouvement des Révolutionnaires Populaires à des peines allant de 2 à 10 ans de travaux forcés à l'issue d'un procès truqué et après avoir subi la torture.

- NON A LA FARCE DE LA LIBERALISATION !
- LIBERATION DES PRISONNIERS POLITIQUES !
- REINTEGRATION DES TRAVAILLEURS LICENCIES POUR FAIT DE GREVE !
- VIVE LA LUTTE OUVRIERE INDEPENDANTE !

LECTEURS, LISEZ LA PRESSE INTERNATIONALE !

LE PROLÉTAIRE
Programme Communiste

il programma comunista

El Comunista
éspartaco

Internazionalist
Proleter 

κομμουνιστικό
πρόγραμμα

MAROC: le spectre de Casablanca

La crise économique mondiale frappe le Maroc de plein fouet: l'année 82 a vu une nouvelle détérioration de l'économie (après un recul du produit intérieur brut en 81).

La mévente des phosphates, principal produit d'exportation, explique en partie LE DEFICIT DE LA BALANCE EXTERIEURE (2,2 milliards de dollars en 82, soit un taux de couverture des importations par les exportations INFERIEUR A 50 %). La facture pétrolière a continué de s'aggraver (1,2 milliards de dollars en 82, le double de 81) en raison de la faiblesse du dirham par rapport au dollar. La légère amélioration de la production agricole laisse subsister un déficit céréalier important (12 millions de quintaux).

Le gouvernement a tenté de réagir à la mi-mars en limitant les importations par l'établissement du système de licences pour les importateurs. Mais les premiers résultats pour 1983 indiquent la persistance du déséquilibre du commerce extérieur (taux de couverture voisin de 50 %).

Les recettes touristiques et les transferts des travailleurs immigrés ne parviennent pas à rééquilibrer la balance des paiements (déficit de 1 milliard de dollars en 82).

Le régime a massivement recours pour résoudre ses difficultés à L'ENDETTEMENT EXTERIEUR, plaçant le Maroc immédiatement derrière l'Algérie et l'Egypte sur la liste des pays les plus endettés du continent. La dette extérieure publique atteignait 10 milliards de dollars fin 82 (non compris les emprunts à court terme, les prêts du FMI et des pays arabes). Selon la Banque Mondiale, le service de la dette s'alourdit de façon alarmante et devrait atteindre 1,48 milliard de dollars pour cette année. Il devrait absorber PLUS DE 40 % DE L'ENSEMBLE DES RECETTES (chiffre de 82).

A LA FIN MAI, la Banque Centrale ne disposait que de moins de 60 millions de dollars en devises contre 220 au début de l'année (compte non tenu des réserves en or, proches de 285 millions de dollars). Les importations s'élevaient toujours à près de 325 millions de dollars par mois.

MAROC...

Les chiffres sont éloquentes: le pays est virtuellement en CESSATION DE PAIEMENT. Pour les milieux financiers internationaux le compte à rebours a commencé au Maroc (voir "Le Monde" du 22/08/83).

Le gouvernement n'a pas le choix: il lui faut tenter d'obtenir des prêts et des "aides" auprès de l'impérialisme et des banques internationales.

L'accord stratégique conclu l'an dernier avec les U.S.A lui avait valu une aide de 100 millions de dollars par an en contre-partie de l'ouverture de bases stratégiques. Hélas ! A la mi-juin, les U.S.A menaçaient de suspendre cette aide si le Maroc ne remboursait pas les 10 millions de dollars dus au titre des intérêts sur les crédits militaires.

L'Arabie Saoudite est un traditionnel bailleur de fonds, on estime qu'elle finance l'effort de guerre de Rabat à hauteur de 1 milliard de dollars, soit autant que le gouvernement marocain lui-même. Mais la baisse des ressources tirées de la vente du pétrole oblige l'Arabie Saoudite à diminuer son aide.

La France qui est le principal partenaire économique du Maroc a signé au début de l'année un "protocole financier" de 1,2 milliard de francs. Cette "aide" (la plus importante que la France accorde à un pays en développement) sert à financer l'achat de marchandises françaises. Elle a été accordée sans problèmes cette année, le gouvernement de Hassan II ayant fini par comprendre que Paris voyait d'un mauvais oeil le flirt avec les U.S.A ou les succès des japonais ou des espagnols sur le marché marocain.

Cependant cette aide reste "en-deçà des besoins de notre économie et des possibilités offertes par la coopération entre nos deux pays" (interview de A. Jouahri, ministre des finances à "France-Pays Arabes"), d'autant plus que les prêts et investissements français privés sont en recul de 32,5 % en raison des difficultés économiques du Maroc.

Ces menaces d'effondrement économique poussent Hassan II à tenter d'arriver à un accord pour en finir avec l'interminable guerre du Sahara. Mais sa marge de manoeuvre est limitée. Un abandon du Sahara ne serait pas toléré par les secteurs militaires les plus durs et risquerait de lui coûter son trône. Or jusqu'ici les combattants saharouis ont

résisté aux "amicales" pressions de l'Algérie ou de la Lybie pour accepter un compromis.

Il ne reste donc plus qu'à s'attaquer aux masses marocaines. Le 1^{er} août le gouvernement décide de diminuer de 20 % la subvention d'Etat sur les denrées essentielles: les prix des produits de première nécessité augmentent de 7 à 67% dans le cadre du plan d'austérité voté le 27 juillet, les impôts directs et indirects sont augmentés.

La dernière augmentation des denrées de base, en juin 81, avait entraîné des émeutes à Casablanca et dans tout le Maroc. Cette fois-ci Hassan II a essayé de renouer l'union sacrée en justifiant ces hausses par L'EFFORT DE GUERRE. Il compte aussi sur l'illusion que les élections législatives pourraient amener un changement de la situation. Mais les élections municipales du 10 juin ont fait éclater au grand jour LA FARCE DE LA DEMOCRATISATION. les partis qui, comme l'USFP se sont complaisamment prêtés à cette mascarade ont montré une fois de plus leur servilité par rapport au régime. L'USFP a même eu recours à la police pour faire condamner 33 militants radicaux à des peines de 1 à 3 ans de prison (le 24 mai). Déjà en novembre à Beni-Mellal la police avait arrêté des militants de l'UFSP à la suite d'une bagarre avec les dirigeants et les députés de ce parti !

En définitive la répression est le moyen de gouvernement le plus employé par Hassan II comme on l'a vu lors des mouvements lycéens et étudiants en décembre.

Le 2, pour réprimer une grève au lycée de Berkane, la police arrête une quinzaine de lycéens. Le 6, la police et l'armée interviennent avec brutalité pour disperser un rassemblement d'élèves au lycée technique d'Oujda, faisant des morts et des blessés, le soir même la police récidive à la Cité Universitaire avec la même brutalité; le nombre de morts et des blessés est inconnu à ce jour. Pour casser les grèves de solidarité dans les autres établissements de la ville, les forces de l'ordre multiplient les arrestations dans les jours qui suivent, mais sans pouvoir empêcher que le mouvement de protestation s'étende aux facultés de Fès, de Rabat et de Casablanca.

Suite page 22

LES BASES D'UNE TACTIQUE COMMUNISTE

Depuis plusieurs années l'Algérie connaît une série de mouvements sociaux qui s'affrontent, souvent violemment, à l'Etat soi-disant "socialiste": grèves ouvrières qui ne sont matées que par l'armée, soulèvements en Kabylie liés à l'oppression culturelle, mouvements d'étudiants et de lycéens promis pour la plupart au chômage (qui n'existe pas officiellement, c'est-à-dire qu'il n'y a aucune indemnisation !), actes de sabotage (qualifiés de vandalisme par les autorités) contre les signes de richesse et de pouvoir des bureaucrates de l'Etat et du FLN (les Honda et autres avantages en nature), émeutes brutales dans les petites villes pour des questions de logement, d'approvisionnement, de hausses de prix, d'adduction d'eau, etc. Notre presse s'est fait l'écho ces dernières années de tous ces signes de tension sociale soigneusement cachés par la presse officielle en Algérie et aussi en France.

Pour les jeunes, les ouvriers, les paysans pauvres, les démunis, mal logés et mal nourris des villes et des campagnes, la société algérienne montre de plus en plus son VRAI VISAGE: la richesse, le luxe et l'arrogance d'un côté pour les piliers du régime et les bourgeois privés qui s'affichent de plus en plus, l'exploitation salariée et la misère de l'autre. C'EST BIEN DU CAPITALISME QU'IL S'AGIT, même s'il est caché derrière de grandes phrases sur le socialisme et contre l'impérialisme (alors que les liens de l'Algérie avec les grands impérialismes sont évidents, à commencer par l'impérialisme français, encore plus depuis qu'il a été repeint en rose). Le fait que l'Etat algérien se soit constitué à la suite d'une lutte d'indépendance nationale armée et que l'économie se soit d'abord développée par des initiatives de l'armée et de l'Etat a longtemps voilé cette réalité. Il est vrai que l'armée reste encore le pilier de l'équilibre politique, en jouant sur un prestige anticolonial d'ailleurs usurpé (elle a sagement attendu l'indépendance cantonnée aux frontières).

C'est à travers l'armée et sous l'uniforme qu'a pu se développer la première génération bourgeoise. C'est dans son ombre qu'une bourgeoisie civile a pris son essor et affirme aujourd'hui de nouvelles ambitions politiques et économiques. L'Etat lui laisse d'ailleurs un terrain d'exploitation qui s'étend avec la dénationalisation de certaines branches de l'économie.

LES IMPASSES DE L'OPPOSITION.

Dans cette situation l'opposition plus ou moins directe au régime peut prendre deux orientations erronées. La première, qui va du PAGS à divers groupes trokystes, prône la défense des acquis "socialistes" de la révolution algérienne, comme les nationalisations. Or les nationalisations n'ont jamais permis de définir en elles-mêmes la nature d'un régime et d'une économie. Dans le capitalisme au stade impérialiste elles constituent un aspect indispensable aussi bien dans les pays de vieux que dans les pays de jeune capitalisme. Cette orientation repose sur l'illusion que la lutte nationale algérienne avait à l'époque pris spontanément une orientation socialiste sans être dirigée par la classe ouvrière et son parti révolutionnaire.

Cette illusion, à la rigueur compréhensible dans les premières années de l'indépendance, est aujourd'hui criminelle et totalement démentie par la réalité.

L'autre erreur repose sur une réaction spontanée assez répandue même parmi le prolétariat algérien, au pays comme dans l'immigration: l'ennemi, l'exploiteur principal c'est l'Etat, les bonzes de l'armée, du FLN qui ne pensent qu'à leur carrière, s'enrichissent par la corruption et restent sourds aux besoins pressants des masses malgré les beaux discours qui constituent leur principale activité. Le mécontentement social prend de ce fait un caractère directement politique et souvent violent (ce sont les attaques contre les dignitaires du régime, les sièges du FLN, les symboles du pouvoir). Cette réaction spontanée engendre elle aussi une faiblesse si elle n'est pas approfondie politiquement: les bourgeois privés et les petits-bourgeois, commerçants, intellectuels, etc., se heurtent aussi à l'Etat. Pourquoi ne pas lutter ensemble pour DEMOCRATISER L'ETAT? Les ouvriers ne sont-ils pas mieux lotis dans les Etats démocratiques comme en Europe?

REVOLUTIONNAIRE EN ALGERIE

Ces arguments exigent de notre part des réponses très précises.

En premier lieu il faut rappeler que si les ouvriers semblent vivre mieux dans les pays démocratiques c'est en raison de la puissance impérialiste de ces Etats, dont les masses exploitées des pays moins développés (y compris l'Algérie), et les immigrés font les frais. En outre avec la crise, qui frappe en premier lieu la classe ouvrière et surtout les immigrés, le mythe de la prospérité générale s'est effondré.

Quant à la bourgeoisie et à la petite-bourgeoisie algérienne privées, elles n'aspirent pas à réduire l'exploitation, et l'injustice mais à les augmenter encore pour s'enrichir davantage et accroître leur part du gâteau. La classe ouvrière et les masses exploitées des villes et des campagnes ne pourraient que se mordre les doigts de remettre leur avenir entre les mains de telles forces. Plus aucune couche bourgeoise en Algérie n'a de potentialité révolutionnaire, 20 ans après la lutte anticoloniale qui, elle, avait été authentiquement révolutionnaire bourgeoise.

Le caractère explosif de la situation sociale en Algérie découle d'une part d'une pression économique sans cesse accrue sur les jeunes et les masses travailleuses dans ce pays (hausse des prix, vie chère, chômage) mais aussi des revendications cruciales concernant la scolarité, les transports, le logement, le système de santé, la condition féminine, l'oppression culturelle des populations kabyles. Les masses laborieuses et les jeunes promis au chômage expriment violemment une FRUSTRATION retenue depuis l'indépendance, de ne pas pouvoir, librement et indépendamment des rouages de l'Etat, du FLN et de l'UGTA, s'organiser et lutter. La bourgeoisie algérienne au pouvoir n'a pas tenu les promesses de son programme, certes bourgeois mais qui devait au moins assurer aux masses les libertés élémentaires de presse, d'association, de manifestations, de grève.

Dans de telles conditions il est logique et nécessaire que le mouvement so-

cial agite, à côté des revendications matérielles, des revendications immédiates plus POLITIQUES concernant les "libertés démocratiques" et "droits" élémentaires mentionnés ci-dessus, qui lui permettent de mieux manoeuvrer et de s'organiser indépendamment des rouages de l'Etat.

De tels objectifs intéressent au premier chef la jeunesse prolétarienne ou en voie de prolétarianisation et les masses laborieuses des villes et des campagnes. Mais il est vrai qu'ils intéressent aussi les classes intermédiaires et une partie de la bourgeoisie qui s'estiment brimées et cherchent à détourner la colère dans une perspective réformiste: la démocratisation de l'Etat bourgeois.

La revendication des libertés démocratiques constitue incontestablement une tâche démocratique qui est à l'ordre du jour dans la mesure où elle concerne non seulement le prolétariat mais aussi les autres couches laborieuses des masses exploitées et opprimées ainsi que d'importantes franges de la petite-bourgeoisie; tâche démocratique dont cependant la réalisation COMPLETE, en raison même des caractéristiques du développement de l'Etat bourgeois algérien et de la trajectoire des classes possédantes et réactionnaires d'Algérie, est INSEPARABLE de la perspective de la révolution prolétarienne.

Dire cela n'est pas suffisant. Les communistes ne peuvent, en effet, se contenter de considérer cette revendication d'un point de vue exclusivement théorique. Ils doivent au contraire s'efforcer de l'intégrer dans une stratégie politique dont l'objectif est de préparer ACTIVEMENT l'affaiblissement de l'Etat algérien en vue de sa destruction et de renforcer la lutte des masses sur cette voie. Cela suppose donc un effort pour traduire cette perspective en termes D'ACTION au moyen d'une ligne tactique solide et conséquente. C'est bien pourquoi la revendication des libertés démocratiques en Algérie pose aux communistes, non pas en général mais en 1983, une question de tactique importante et complexe.

BASES D'UNE TACTIQUE...

tiques, si on les considère du point de vue de leur UTILISATION POLITIQUE et pas seulement du point de vue d'une évaluation théorique générique, doivent être avancées de manière à obtenir plusieurs résultats:

- satisfaire les exigences des masses en renforçant leur mouvement de lutte par la définition d'objectifs précis.

- favoriser l'organisation sur des bases indépendantes du prolétariat et des masses exploitées dans un terrain où bougent également des forces bourgeoises et petites-bourgeoises.

- contribuer à l'émergence, autour d'une direction communiste qui en constitue le noyau, d'une avant-garde combattive, consciente et éprouvée, susceptible de diriger pratiquement la lutte à travers tous les obstacles et les pièges qu'elle comporte inévitablement.

Aussi la fonction de la tactique dans l'élaboration d'un plan d'action est-elle de répondre aux exigences des masses TOUT en renforçant la lutte autour d'une solide ligne politique.

NOS ORIENTATIONS.

Ainsi du point de vue de l'utilisation tactique de la revendication des libertés démocratiques, parce que l'objectif des communistes révolutionnaires est de participer à tout mouvement de lutte en cherchant à le pousser au maximum de ses possibilités tout en lui apportant ce que seul le communisme peut lui donner, il faut se préserver de 2 erreurs. Il convient de se garder A LA FOIS d'une interprétation réformiste (démocratisation de l'Etat comme but ou comme étape nécessaire) et d'une interprétation MECANISTE (selon laquelle cette revendication serait, par elle-même, une étincelle mettant le feu aux poudres et engageant automatiquement un processus révolutionnaire en l'absence des conditions politiques qui en sont les facteurs indispensables).

Pour conclure il convient de rappeler que les libertés démocratiques (c'est-à-dire liberté d'expression, d'organisation, de manifestations, droits culturels, droits sociaux, égalité des femmes, etc.) constituent des objectifs IMPORTANTS et VITAUX qui doivent être conquis de haute lutte car ils ne sont jamais garantis aux exploités dans la société bourgeoise et qui sont autant de points d'appui précieux dans le mouvement même de la lutte des masses.

Mais cette revendication est utilisée en même temps comme un tremplin par les forces réformistes et collaborationnistes qui ont pour objectif de la transformer en étendard pour la démocratie (d'ailleurs l'expérience a déjà montré que le slogan "libertés démocratiques" pouvait devenir "démocratie" dans la bouche de certains).

C'est pourquoi chaque fois que nous pourrions développer des initiatives de parti dans le cadre d'une TACTIQUE DIRECTE nous préférons avancer une formule comme "libertés politiques" expression classique du marxisme ou mieux "liberté pour les masses". Une telle formulation TOUT EN REPONDANT AUX BESOINS DES MASSES nous fournit dans le même temps l'occasion de dénoncer les manoeuvres et les pièges tendus par les faux amis de la lutte des masses.

Pour que les choses soient claires et dans le but de briser dans l'oeuf toute tentative de polémique vicieuse et immature précisons que les objections que nous faisons quant à l'utilisation, en tant qu'organisation communiste révolutionnaire, du slogan "libertés démocratiques" ne découlent ni d'un indifférentisme à l'égard des luttes politiques partielles ni d'un formalisme puriste ou académicien. Il s'agit pour nous de mettre réellement en pratique l'ambition des communistes qui est de chercher à renforcer le mouvement de lutte contre les dangers rencontrés.

C'est pourquoi nous dirons clairement que le fait de brandir la revendication "libertés pour les masses" ne signifie nullement que nos militants et sympathisants doivent se détourner des mouvements et des comités qui avancent la revendication de "libertés démocratiques" POUR AUTANT QUE CELA SOIT SUR LE TERRAIN DE LA LUTTE REELLE. Dans ce cas, qui correspond à une situation de TACTIQUE INDIRECTE, où le parti révolutionnaire doit se déterminer non pas par des initiatives spécifiques mais par rapport aux initiatives prises par le mouvement social ou d'autres forces combattives, notre objectif est d'intervenir au sein de la lutte pour donner à cette revendication un CONTENU DYNAMIQUE capable de satisfaire les exigences incompressibles des masses et pour l'intégrer dans une perspective de combat classiste EN RUPTURE avec les criminelles manoeuvres réformistes dont le but est de trahir les masses.

Suite page 21

L'échec de l'OLP ne signifie pas la fin de la lutte des

Plus d'un an après la sauvage agression sioniste la situation des masses palestiniennes s'aggrave chaque jour. En Cisjordanie le sionisme poursuit une politique de terreur systématique et d'implantation, par la violence la plus sauvage, de nouvelles colonies. Au Liban au sud du fleuve Awali l'armée sioniste exerce une occupation armée qui s'appuie sur un état de siège permanent et une terrible oppression contre les masses palestiniennes et libanaises qu'elle tient sous son joug.

A Beyrouth, depuis les massacres de Sabra et Chatila la population des camps palestiniens a vécu à l'ombre des baïonnettes sionistes (jusqu'à leur retrait au sud du fleuve Awali) et continue de vivre sous la menace des armes des milices chrétiennes libanaises, de l'armée de l'Etat fantoche libanais et des maîtres impérialistes, les contingents français, US et italiens de la force multinationale.

Dans la plaine de la Bekaa, les troupes de l'OLP ont été "neutralisées" par la Syrie et sont désormais soumises à son bon vouloir du point de vue de leurs capacités logistiques. Enfin dans la région de Tripoli où se trouvent plus de 45 000 réfugiés palestiniens, les forces du Fath restées fidèles à Arafat sont encerclées par plus de 10 000 soldats syriens bénéficiant de l'appui d'une centaine de tanks ainsi que d'une artillerie importante.

Si l'on s'en tient aux faits, QUI SONT TETUS comme le disait Lénine, (n'en déplaise à ceux qui préconisent comme seule perspective politique d'utiliser les contradictions et les rivalités entre les différentes forces en présence sur le terrain qui ont pour ambition d'élargir leur influence respective sur les dépouilles de la lutte des masses palestiniennes et libanaises qu'elles cherchent toutes chacune à sa façon, à briser) les capacités logistiques de lutte des masses palestiniennes ont été durement frappées et démantelées dans le sud Liban et à Beyrouth avec la sauvage agression sioniste de juin '82. Un an plus tard l'Etat syrien, LE BOUCHER DE TALL-EL-ZAATAR, a poursuivi la sale besogne engagée par le sionisme en ôtant toute capacité d'initiative autonome des forces palestiniennes dans la plaine de

la Bekaa. Et depuis la fin du mois de septembre les troupes de Damas encerclent à Tripoli (tandis que la marine sioniste veille au large) le dernier carré des forces de l'OLP qui s'efforce de ne pas être réduit à l'état de pion docile.

Pour cela l'Etat syrien a su avec une grande habileté combiner l'usage de la force et de la ruse. Il a notamment cherché à utiliser la colère de nombreux cadres et combattants de l'OLP déçus et dégoûtés par l'orientation stratégique de la ligne Arafat qui se fonde essentiellement sur la recherche de compromis diplomatiques avec l'impérialisme et les Etats arabes modérés. C'est ainsi que la Syrie a appuyé la dissidence au sein du Fath. Mais en avançant derrière des poses radicales préconisant la priorité de la lutte armée l'Etat syrien ne cherchait en réalité qu'à étendre son contrôle sur l'ensemble des forces combattantes palestiniennes pour les utiliser comme un atout négociable avec l'impérialisme français afin d'élargir son influence tandis que le sionisme de son côté se consolide lui aussi.

Ainsi Israël, en se retirant brusquement du Chouf a-t-il laissé le terrain libre à une offensive (limitée) du PSP de Walid Joumblatt pour que celui-ci occupe le terrain nécessaire à la préparation d'un Etat libanais de type fédéral, CONDITION d'un équilibre durable. En effet il est clair pour tout le monde que les chrétiens libanais, qui sont minoritaires au Liban, se sont révélés incapables d'imposer à eux-seuls au Liban une stabilité satisfaisant les intérêts impérialistes et contre-révolutionnaires. En facilitant indirectement la consolidation du PSP lui-même soutenu par Damas Israël cherche à faciliter une solution à moyen terme qui ôterait définitivement toute capacité d'action à la lutte palestinienne.

D'ailleurs Walid Joumblatt après avoir utilisé dans la bataille du Chouf contre l'armée officielle libanaise de nombreux palestiniens, a déclaré que ceux-ci s'étaient "infiltrés" et qu'il fallait les "chasser d'ici une semaine afin que le Liban puisse vivre en paix".

Tout cela démontre une fois de plus la collusion entre Israël et la Syrie, collusion qui n'exclut pas des AFFRONTMENTS PARTIELS DANS LA RECHERCHE D'UNE

masses palestiniennes.

LIGNE DE PARTAGE DE LEUR ROLE RESPECTIFS sur la base du muselement des masses palestiniennes et arabes de la région. Nous pouvons clairement affirmer que la situation actuelle traduit non seulement l'impasse dans laquelle se trouve l'OLP mais bien SON ECHEC TOTAL. Comme nous le disions dans le Prolétaire n°374 en parlant de l'affrontement entre la ligne Arafat et les "dissidents" du Fath: "où qu'elle se tourne l'OLP est condamnée à développer une stratégie dont les fils directeurs restent, en définitive, entre les mains des Etats arabes (tous réactionnaires au-delà de leur masque conservateur et modéré ou progressiste et pseudo-radical) et des forces impérialistes."

Pour les communistes révolutionnaires internationalistes IL NE SAURAIT EN AUCUNE FAÇON ETRE QUESTION DE SOUTENIR UNE FRACTION DE L'OLP CONTRE UNE AUTRE. Car toutes restent prisonnières d'une orientation limitée qui relie depuis plus de 10 ans la lutte contre le sionisme au refus de se mêler des affaires intérieures des Etats arabes de la région.

L'échec de l'OLP est l'échec d'une conception et d'une orientation bourgeoise de la lutte d'émancipation nationale des masses palestiniennes. Une telle lutte pour avancer efficacement suppose obligatoirement l'union des masses palestiniennes avec les masses exploitées et opprimées de la région dans le cadre D'UNE REVOLUTION PERMANENTE. La victoire de la révolution palestinienne est inséparable du développement de la lutte anti-impérialiste des masses du Proche-Orient sur des bases prolétariennes indépendantes de tout compromis avec les Etats arabes qui sont tous autant de maillons de la chaîne contre-révolutionnaire et impérialiste en place au Proche-Orient.

L'échec de l'OLP ne signifie pas la fin de la lutte des masses palestiniennes. Les actes de résistance qui chaque jour se développent en Cisjordanie, au sud-Liban ou dans les zones contrôlées par la Syrie le prouvent nettement. Cet échec montre simplement que désormais la victoire de la révolution palestinienne est obligatoirement reliée à la perspective de la lutte anti-impérialiste internationaliste de toutes les masses exploitées du Proche-Orient, c'est-à-dire à la perspective de la REVOLUTION ININTERROMPUE.

Suite de l'article BASES D'UNE TACTIQUE.

* * *

C'est par la combinaison de ces deux types d'interventions, d'une tactique directe et d'une tactique indirecte (même si la propagande spécifique de parti doit se faire dans la clandestinité) que le petit noyau que nous sommes aujourd'hui pourra devenir un parti d'action révolutionnaire capable un jour de diriger la classe ouvrière sur le chemin de la révolution communiste.

1) Cette expression a d'ailleurs en Algérie toute une histoire. Après avoir été poignardée dans le dos par le PCF et le PCA et dissoute par le Front Populaire, l'Etoile Nord-Africaine de Messali Hadj s'était reconstituée en 1937 dans le PPA (clandestin après 1940) puis en novembre 1946 dans le MTLD: Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques. Partant d'une plate-forme internationaliste issue du Manifeste de Marx, mais trahie par l'Internationale Communiste stalinisée et par le PCF social-impérialiste, le messalisme s'était replié dans une perspective certes révolutionnaire mais davantage nationaliste, ce qui l'a d'ailleurs amené par moments à une attitude flottante à l'égard du nationalisme bourgeois d'un Ferhat Abbas. Il n'en a pas moins constitué la matrice de la lutte armée.

Sans doute le souvenir de cette revendication de "libertés démocratiques", est-il resté gravé non seulement chez les anciens cadres de la lutte anti-coloniale aujourd'hui plus ou moins embourgeoisés, mais aussi parmi les masses qui ont été frustrées des produits de leurs sacrifices.

CORRESPONDANCE ET ABONNEMENT

Le prolétaire
20, rue Jean Bouton - F - 75012 Paris
Versements: chèque bancaire ou chèque postal
à l'ordre du "Prolétaire"
Directeur-gérant: Sero
Imprimerie: Imprimerie Spéciale.
Distribué par les NMPP
No d'inscription à la commission paritaire de presse:
52926

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE

Editions Programme
12, rue du Pont 1003 LAUSANNE

IMPERIALISME FRANÇAIS HORS

Troupes françaises hors du Tchad !

Lors de l'intervention française au Tchad, nos camarades ont diffusé ce tract :

Depuis le 10 août, le gouvernement envoie des parachutistes au Tchad, officiellement pour "instruire" l'armée tchadienne, il y aurait déjà un millier de soldats français (pour 2 000 soldats tchadiens) puissamment armés.

Cet envoi des paras est le PROLONGEMENT d'une intervention commencée en juin: flots d'armes en tous genres, avec des "techniciens civils" pour "instruire" les soldats tchadiens (en fait il s'agit d'agents de la DGSE, c'est-à-dire des services secrets), des mercenaires recrutés par les mêmes services (salaire de base : 1,8 millions d'anciens francs par mois, selon le Canard Enchaîné); en outre plus de 2 000 parachutistes ont été envoyés "sur l'initiative propre" du Zaïre; (mais en réalité la presse a révélé que "le matériel, les rations et même la solde" de ces troupes sont payés par la France et les USA) les USA, de leur côté ont envoyé quantité d'armes, des avions radars, etc.

QUE VONT FAIRE LES PARAS FRANÇAIS AU TCHAD ?

L'an dernier Mitterrand recevait Goukouni à l'Elysée et lui accordait une aide militaire pour combattre le rebelle Habré. Aujourd'hui Mitterrand soutient Habré contre le rebelle Goukouni; il y a quelques années l'armée française se battait contre Goukouni et Habré, etc.

L'explication de ces revirements est simple: la France soutient et arme la fraction qui est capable de garantir l'ordre dans le sud du pays, "le Tchad utile". C'est la région des plantations de coton, la principale richesse du pays (70 % des exportations) et qui est aux mains DE SOCIÉTÉS FRANÇAISES. Quand au Nord, semi-désertique et sans ressources, les autorités françaises le laisseraient bien volontiers à l'influence de la Lybie, avec qui le commerce marche bien.

Mais le gouvernement français veut aussi MONTRER SA FORCE MILITAIRE. Plusieurs dictatures africaines ne tiennent

que par l'appui que leur accorde la France (il y a près de 6 000 soldats en Afrique) en échange du maintien de la domination économique de la France dans ces pays. Pour assurer la poursuite de juteux bénéfices aux compagnies qui y sont implantées, Giscard avait envoyé à plusieurs reprises les soldats français au Zaïre, en Centrafrique, et au Tchad. Le gouvernement de gauche CONTINUE LA MEME POLITIQUE IMPERIALISTE de défense de ces chasses gardées avec les félicitations de tous les politiciens de droite, du PFN à l'UDF et au RPR

Au moment où les plans d'austérité succèdent aux plans de rigueur, où des dizaines de milliers de licenciements sont annoncés pour la rentrée, le gouvernement DEPENSE DES MILLIARDS ET ENTRE EN GUERRE POUR SAUVEGARDER DES INTERETS NEO-COLONIAUX. Il se fait le serviteur du capitalisme qui exige pour accroître ses profits l'exploitation toujours croissante des travailleurs de la métropole et l'exploitation et l'oppression des travailleurs et des masses du tiers-monde.

La résistance à l'offensive bourgeoise contre les salaires, les conditions de vie et l'emploi exige la lutte CONTRE LES GUERRES COLONIALES et CONTRE LE PILLAGE IMPERIALISTE de l'Afrique par les capitalistes français. Elle exige la lutte contre le soi-disant gouvernement de gauche, toujours du côté des patrons et des impérialistes, et contre les partis qui le soutiennent.

-TROUPES FRANÇAISES HORS DU TCHAD !

-IMPERIALISME FRANÇAIS HORS D'AFRIQUE !

-A BAS LA POLITIQUE IMPERIALISTE ET ANTI-OUVRIÈRE DU GOUVERNEMENT DE GAUCHE!

-POUR L'UNION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS !

Suite de l'article sur le MAROC

La férocité de la répression qui frappe les lycéens et les étudiants d'Oujda ne doit pas nous faire oublier les milliers de prisonniers qui croupissent dans les prisons. C'est ainsi qu'on estime que près de 1 500 personnes purgent des peines allant jusqu'à 15 ans de prison après les émeutes de Casablanca de juin '81 (émeutes au cours desquelles la po-

D'AFRIQUE ET DU LIBAN !

Troupes françaises hors du Liban !

Avec le retrait volontairement précipité de l'armée sioniste quittant Beyrouth et le Chouf pour se retirer au Sud du fleuve Awali, le Liban a connu une flambée importante de violences. Ces affrontements ont opposé l'armée libanaise (et les milices chrétiennes) soutenue par les troupes françaises et américaines du contingent de la Force Multinationale d'Intervention aux milices druzes du PSP soutenues par de nombreux combattants palestiniens qui ont très vite été désavoués par Walid Joumblatt une fois que l'armée libanaise avait été chassée du Chouf.

Le retrait des troupes sionistes s'explique par une double volonté :

- consolider DURABLEMENT l'occupation du Sud Liban et pour cela chercher à obtenir le consensus non seulement des chrétiens qui y sont mais aussi de la communauté druze qui s'y trouve.

- préparer au-delà des péripéties et des affrontements actuels un élargissement de la base de l'Etat croupion-libanais.

Il nous semble important de préciser la signification de ce second objectif.

La (re)mise en place de l'Etat libanais à partir de l'été 1982 s'est effectuée sous la protection des gangsters impérialistes français, US et italiens de manière complémentaire à la bestiale et sauvage terreur militaire imposée par Israël et ses auxiliaires

phalangistes contre les masses palestino-libanaises.

En raison du contexte de l'époque, et notamment des liens étroits entre les masses palestiniennes et libanaises, la reconstitution de l'Etat libanais comme AUXILIAIRE DE GENDARMERIE au maintien du statu-quo contre-révolutionnaire et impérialiste dans la région, s'est exclusivement appuyé sur les forces chrétiennes (issues de la communauté maronite, minoritaire au Liban).

Un an après, TANDIS QUE la résistance palestinienne se trouve dans une situation très critique et que l'OLP est en train de se fracturer, le retrait des Israéliens, conçu dans le cadre d'une collusion objective entre l'Etat sioniste et le gendarme syrien a pour objectif de permettre l'intégration du PSP et des autres forces politiques libanaises AUX COTES des forces chrétiennes (et non à leur place), dans le processus de stabilisation d'un Etat libanais resté singulièrement fantomatique à l'ombre des armées impérialistes, sionistes et syriennes. Comme on a pu le constater cette tentative d'intégration ne s'est pas faite sans heurts.

De nombreux combattants palestiniens ont essayé de mettre à profit cette occasion pour regagner une partie du terrain perdu l'année dernière. Ils ont été très vite neutralisés par le PSP de Joumblatt et par les syriens.

Les troupes impérialistes françaises et US, ont de leur côté, pour éviter tout "dérapage" dangereux, massivement soutenu l'armée libanaise de Gemayel et les milices chrétiennes. Ainsi sous couvert de défendre la paix, les troupes françaises défendent sur place les intérêts de l'impérialisme français, ont une fois de plus clairement montré leur rôle fondamentalement contre-révolutionnaire et impérialiste.

Il est du devoir des communistes révolutionnaires internationalistes en France non seulement de dénoncer clairement l'impérialisme français, QUI EST NOTRE PRINCIPAL ENNEMI, mais aussi de chercher à prendre, dans la mesure de leur force, toute initiative concrète susceptible de favoriser le développement d'une mobilisation active de lutte pour le retrait immédiat des troupes françaises du Liban.

MAROC

lice avait tué plusieurs centaines de manifestants).

Elle ne doit pas nous faire oublier les centaines de prisonniers politiques, comme les 130 de Kénitra condamnés jusqu'à 30 de prison (et 5 à la prison à vie).

Comme nous le disions en juin 1981 (voir El-Oumami n° 17), ce que montre cette situation, c'est "la nécessité de l'organisation du prolétariat indépendamment des partis réformistes et des bureaucraties syndicales pour qu'il soit à même de canaliser la révolte des masses et la mobiliser dans la lutte immédiate d'aujourd'hui pour arracher les revendications les plus urgentes et dans le combat révolutionnaire pour en finir avec l'exploitation et la répression capitaliste".

Quand Khomeiny achète des armes au grand Satan !

Plusieurs journaux occidentaux ont révélé ces dernières semaines que le régime de Téhéran pour poursuivre sa guerre avec l'Irak s'est tourné vers le "grand Satan", alias les U.S.A.

Bien entendu ce trafic d'armes ne peut se faire au grand jour, puisque le régime islamique dans sa propagande continue à dénoncer les U.S.A et ses alliés. Le journal américain "TIME" de la mi-juillet décrit les mécanismes de ce commerce. On apprend ainsi que les relations économiques occultes n'ont pas cessé, même à l'époque de Carter. Mais c'est depuis le début de la guerre avec l'Irak que les ventes d'armes U.S ont pris leur véritable essor.

Le 28 juillet, l'hebdomadaire suisse "Welthoche" parlait d'un véritable "pont aérien", "les Iraniens ayant forcé le rythme". Une réunion discrète a même eu lieu à Alger entre le ministre iranien du Commerce et des diplomates américains.

L'armée de Khomeiny se fournit aussi auprès d'Israël. "Libération" a publié des photocopies de contrats. "Time" précise qu'Israël a livré des pièces déta-

chées pour avions "Phantom", des munitions et pièces détachées pour tanks, des missiles.

Téhéran se fournit aussi auprès de la Corée du Sud, fidèle allié des U.S.A, et a fait des avances au "petit Satan" (la France), avances repoussées par Paris qui a tout misé sur l'Irak.

Le rapprochement avec les impérialismes occidentaux est inscrit dans la nature même du régime islamique réactionnaire qui a un urgent besoin de capital pour faire redémarrer une économie à bout de souffle, mais l'aide des U.S.A et d'Israël à la guerre réduisent à néant les tentatives de Khomeiny et ses partisans pour se faire passer pour les meilleurs combattants anti-sionistes et anti-impérialistes.

Ainsi comme on peut le voir les discours soi-disant anti-impérialistes de l'Etat iranien de même que le régime islamique mis en place pour briser les luttes des masses ne sont que les formes particulières de l'ordre contre-révolutionnaire au service de l'exploitation bourgeoise en Iran !

EGALITE des DROITS
RETOUS travailleurs des
REGULARISATION
SANS - PAPIERS

